

L'heure de la revanche



[Source : investigation.net]

Par Jean-Pierre Page

La France connaît une crise sociale et politique sans précédent. Elle fait penser à la fameuse anecdote du 14 juillet 1789. À son réveil Louis XVI, anxieux, interpella le duc de la Rochefoucauld-Liancourt en lui demandant si la prise de la Bastille par le peuple de Paris était « Une révolte ». « Non, sire, lui répondit-il. Pas une révolte, mais une révolution ! » ([1] « C'est une révolte ? Non, sire, c'est une révolution ! » Historia, janvier 2013.)). Nous n'en sommes pas là ! Toutefois sans être identiques ces événements historiques ne sont pas sans rappeler ceux que nous vivons aujourd'hui tant l'aiguïsement de la contradiction entre le capital et le travail atteint son paroxysme.

« Oui, mais ! ça branle dans le manche les mauvais jours finiront
Et gare à la revanche
Quand tous les pauvres s'y mettront !
Quand tous les pauvres s'y mettront ! »

(La semaine sanglante – 1871.
Jean-Baptiste Clément)

« Tout est à nous, rien n'est à eux ! »

Chanson de manifestation

Jour après jour le mouvement de contestation social prend une ampleur sans précédent par son caractère de masse, sa diversité, un fourmillement d'initiatives de toutes sortes. On attend plus les mots d'ordre d'en haut, on s'assume, on s'organise, on se prend en charge, là ou finalement c'est essentiel : c'est-à-dire depuis l'entreprise. On le fait en grand en s'en donnant les moyens.

Selon les sondages 82 % des Français sont en colère dont 51 % très en colère([2] Selon un sondage CNews du 10 mars 2023.)). Plus de 90 % des travailleurs rejettent la nouvelle réforme des retraites. Depuis l'abandon de la retraite à 60 ans et les 37,5 années de cotisations, « le sujet est au cœur de la conflictualité sociale depuis plusieurs décennies »([3] « Prenons le pouvoir sur nos retraites » B.Friot, La dispute, Paris 2023.)). C'est dire l'enjeu de ce défi qui fait l'objet des exigences imposées par Bruxelles, mais aussi par Washington. Car dorénavant, il faut aussi assumer le prix de la guerre en Ukraine. Le surarmement coûte cher tout comme les cadeaux aux entreprises et au système bancaire dorénavant dans le rouge. Le peuple doit payer pour les armes, pour les sanctions vis-à-vis de la Russie, il doit payer la récession, le déficit public, le surendettement, l'inflation, l'augmentation vertigineuse des denrées alimentaires et de la santé. Pour épargner les superprofits et les cadeaux aux actionnaires, la note à payer est présentée aux travailleurs, aux chômeurs, aux jeunes et retraités sous la forme d'une régression sociale et environnementale en forme de recul de civilisation !

[Voir aussi :

Mettre fin à la dictature des ultra-riches grâce à la révolution non-violente]

Macron et le verrou des retraites

Cela n'est pas nouveau, mais cette fois cela prend des proportions qui semblent sans limites. Notre système de retraites est dans le viseur, car ses principes constituent une sorte d'épine dorsale de toute notre protection sociale et de sa finalité qui est sa relation au travail ! Le banquier Macron veut ouvrir celle-ci à la loi de la jungle et à la rapacité des fonds d'investissement. Au premier rang, Blackrock et son PDG Larry Fink. Il a multiplié les rencontres avec Emmanuel Macron et souhaite saisir les opportunités que représente la réforme des retraites. En bon lobbyiste il a donc influencé la réforme. Son représentant en France Jean-François Cirelli a été décoré de la Légion d'honneur([4] « Le patron de Blackrock regrette une polémique infondée », La Tribune 3 janvier 2020.)) par Emmanuel Macron lui-même sans doute pour avoir contribué au pillage de notre système de retraite par répartition. On comprend mieux pourquoi, quand l'on sait que Blackrock est le plus grand fonds d'investissement au monde. Il pèse 6000 milliards de dollars US, dont les deux tiers concernent l'épargne retraite. Par conséquent, « ce n'est pas d'abord le montant des pensions qui motive l'acharnement de la classe dirigeante, c'est d'abord leur nature. Nous savons tous que la pension relève du droit du travail : elle n'est ni patrimoine relevant du droit de propriété, ni une allocation relevant du droit de l'aide sociale. Quoi qu'il fasse le retraité est payé, sa pension ne peut être supprimée ou réduite »([5] B. Friot, idem.)). Macron veut faire sauter ce verrou !

Cette situation est insupportable au capital parce qu'à ses yeux elle menace sa survie. Voilà pourquoi, renoncer à cette énième réforme comme le sous-

entend Olivier Véran, ministre de l'information serait « la fin du monde » alors qu'en fait c'est plutôt de « la fin du capitalisme » dont il s'agit. Là sont les causes profondes de cette obstination féroce dont fait preuve le gouvernement et ses parrains bruxellois ou d'outre atlantique. Il doit défendre la survie d'un système condamné, tout en faisant face au « trop c'est trop » cause d'une explosion sociale qui se cristallise autour de mécontentements accumulés et d'exaspérations trop longtemps contenues.

Face à cette contestation en forme d'insoumission, Macron et son gouvernement s'obstinent dans une surdité, un aveuglement sectaire et dangereux. Ils refusent d'entendre, ils mentent, ils manipulent, ils menacent ! Aux prises avec cette fébrilité qui fait craindre le pire, ils s'agitent, multiplient les incohérences et les erreurs de jugement. Ce comportement désordonné n'est pas sans susciter des interrogations d'autant que la crédibilité de la France est partout en recul.

L'esprit rebelle peut-être contagieux

Devant ces événements, la classe des riches au pouvoir, la bourgeoisie des beaux quartiers fait preuve de nervosité et d'anxiété. Ce qui se passe n'est pas sans lui rappeler les angoisses qu'elle a connues récemment pendant la lutte des gilets jaunes. Sauf que cette fois c'est pire et les choses sont d'une tout autre dimension. Ce sont des millions de travailleurs qui sont mobilisés et qui s'expriment. On sait d'expérience que cela peut donner lieu à des développements inattendus. L'état d'esprit rebelle peut devenir contagieux, il peut même l'être au-delà de nos frontières, c'est déjà le cas en Grande-Bretagne, en Grèce, au Portugal, en Allemagne et même aux États-Unis.

En fait, la France va mal et même très mal et l'Europe dont elle est dépendante sombre quant à elle dans la faillite, son euro en berne percuté par le crash de plusieurs banques américaines, dont la Silicon Valley Bank([6] « Comment la Silicon Valley Bank s'est effondrée » Les Échos 10 mars 2023.

En une semaine seulement, Silvergate, Silicon Valley Bank et maintenant Signature Bank s'effondrent... (<https://www.theverge.com/2023/3/12/23636780/crypto-collapse-fdic-treasury-shut-down-signature-bank>). Fidèle à ses habitudes B. Le Maire de manière parfaitement irresponsable fait le choix de sous-estimer les conséquences. Pourtant depuis des mois l'annonce d'un tsunami financier([7] « Nous entrons dans la grande stagflation » Nouriel Roubini, Le Monde, 13 janvier 2023.)) est envisagée par les économistes, ils le décrivent comme bien plus dévastateur que celui de 2008/2009([8] « SVB, pas d'alerte spécifique pour les banques françaises », Les Échos, 13 mars 2023.)). Ainsi, la crise économique, financière et sociale s'accompagne également d'une crise politique d'autant plus importante que la légitimité d'Emmanuel Macron est en question. L'arrogance, l'autoritarisme et le mépris sont devenus des méthodes de gouvernement qui donnent lieu à un rejet massif de sa politique autant que de sa personne. Un parallèle pourrait être dressé avec la crise britannique

et la violence sociale que l'oligarchie cherche à imposer face aux résistances populaires. ([9] Depuis des mois des luttes de masses et d'une grande combativité se poursuivent dans les télécommunications, la santé, les postes, chez les manutentionnaires d'Amazon, les dockers, les éboueurs et surtout les cheminots dont le syndicat RMT affilié à la FSM est à la pointe du combat.) Tout comme en Grande-Bretagne où le Premier ministre Richi Sunak veut interdire le droit de grève, Macron et le patronat veulent limiter au maximum son exercice au point de vouloir généraliser la pratique des réquisitions ou encore en organisant comme précédemment les provocations violentes de la police dans les manifestations.

Tout est à nous, rien à eux

Jusqu'où ira ce mouvement exemplaire dont l'ampleur est indiscutable et qui dure depuis presque deux mois sans s'essouffler ? En fait, il est sans précédent depuis plusieurs dizaines d'années et fait preuve d'une détermination remarquable ? Cela est illustré quotidiennement et dans les faits par une multiplication d'actions dans de petites et grandes entreprises, dans le public comme dans le privé, des grèves de toutes sortes de courtes ou de longues durées, de rassemblements, de manifestations de masse, de retraites aux flambeaux, de blocage des ronds-points et des péages d'autoroutes, de fermetures de raffineries, d'installations portuaires et de trains à l'arrêt, de gares désertes, de non-ramassage des ordures, de délestage électrique mis en valeur par les actions « Robin des bois » dont la popularité est incontestable. Ces initiatives de « sobriété énergétique » pour les uns, mais de solidarité pour les autres à qui on rétablit l'électricité sont légitimes et illustrent parfaitement le contrôle par les travailleurs eux-mêmes de leur outil de travail. Ils sont les seuls producteurs de richesses et ils préfigurent ce qui doit être leur rôle dans toute la société. Ils font collectivement la démonstration des capacités de la classe ouvrière à se prendre en charge sans le secours de quiconque. Comme le dit cette chanson de manifestation : « *tout est à nous, rien à eux !* ». D'autres catégories se mobilisent, des artisans, des paysans qui contribuent aux réseaux de solidarité qui se mettent en place par l'envoi de denrées de fruits et légumes aux travailleurs en grève. ([10] Par exemple remarquable initiative de solidarité de paysan du Gers (La Ferme au Carreau) avec les cheminots de Versailles en grève reconductible.)

C'est tout un peuple qui est debout et qui relève la tête ! Il s'est mis en mouvement qu'il soit en grève, qu'il manifeste dans la rue ou qu'il s'exprime sous d'autres formes. Par conséquent, on ne saurait réduire ces actions aux seules décisions de l'intersyndicale, c'est de tout autre chose dont il s'agit. Cette situation n'est pas née de rien, elle est la conséquence d'un lent travail de maturation et d'une prise de conscience dont la grève des travailleurs des raffineries avait donné le ton avant-coureur. On peut donc sortir de la logique délétère et décourageante des journées d'actions saute-mouton et sans lendemains. Tout est affaire de volonté ! La preuve est faite que les forces existent ! Elles représentent l'alternative à la crise du syndicalisme. La lutte concrète a toujours des vertus pédagogiques. Par conséquent, on ne part pas de rien ! L'objectif est celui de la

réappropriation de la conduite de l'action par les travailleurs eux-mêmes tout comme celle de leur organisation syndicale, et ce à tous les niveaux. Cela ne peut se faire qu'avec le souci prioritaire de l'implication du grand nombre, de l'unité de la CGT et du rassemblement de toutes ses forces. La démonstration est faite que c'est possible ! « La preuve du pudding c'est qu'on le mange ».([11] F. Engels (1820-1895) in Socialisme scientifique et Socialisme utopique (1880).))

Mettre l'économie à genoux

Depuis la journée de grèves et de manifestations du 31 janvier 2023, l'appel de cinq fédérations de la CGT parmi les plus représentatives et combatives([12] Les fédérations CGT des cheminots, Mines-Energie, Ports et Docks, Industries chimiques et verre et céramique.) en assumant ensemble et collectivement leurs responsabilités a permis d'élever le contenu et la forme de la riposte engagée. Il fallait mettre la barre de l'action au juste niveau de l'affrontement, elles l'ont fait jouant un rôle déterminant dans la compréhension de ce que doit être la mobilisation. En contribuant concrètement au besoin de coordination, de rassemblement et d'unité, en fait en confédérant l'action par leur propre décision. Cette impulsion a été décisive. Elle est devenue un puissant accélérateur pour donner à la lutte l'ampleur nécessaire en faisant le choix de mots d'ordre justes pour gagner. Sans attendre les décisions de l'intersyndicale, la grève est ainsi devenue reconductible dans plusieurs branches conduisant progressivement à la paralysie et au blocage de l'économie en d'autres termes « en la mettant progressivement à genoux ».([13] Selon la formule d'Emmanuel Lépine secrétaire général de la fédération CGT des industries chimiques.))

Cette démarche légitime est en effet la seule efficace. Or c'est d'efficacité et d'utilité dont il s'agit ! De tout temps, les travailleurs sur tous les continents, à travers leur propre histoire, frappent le capital là où ça fait mal, c'est-à-dire au portefeuille des capitalistes en faisant en sorte que ça leur coûte le plus cher possible. S'en étonner comme certains dirigeants syndicaux le font c'est faire le choix de l'impuissance et de l'échec. C'est afficher hypocritement « des pudeurs de gazelle » quand il faut apporter un soutien sans concessions à ceux des militants qui sont en première ligne. Certains ont la mémoire courte et ont oublié ce qui n'est rien d'autre que la conséquence qu'entraîne une occupation d'usine comme ce fût le cas en 1936, en 1968 et depuis dans de nombreux cas. Ainsi dénoncer « les durs de la CGT » qui ne respectent pas les règles du jeu et veulent mettre « l'économie de la France à genoux » est devenu le leitmotiv de tous les commentaires des médias, des ministres et même de la Première ministre. Face à de telles accusations haineuses comment peut-on se taire ? Il faut d'autant plus les dénoncer qu'elles visent toute la CGT et son unité. Ne pas le faire c'est s'en rendre complice !

Chasse aux durs de la CGT

Ainsi, les médias qui d'habitude se fichent et contrefichent de la question syndicale, interprètent, accusent, prennent fait et cause, entendent

détourner l'attention et faire diversion sur le fond et sur ce qui est essentiel ! On encense certains syndicalistes raisonnables et responsables, on récuse les autres présentés tour à tour d'irresponsables, de pro-Poutine et de stalinien. ([14] On ne compte plus par exemple les mises en causes caricaturales par Pascal Praud de Cnews ou Maxime Switek sur BFMTV contre Emmanuel Lepine de la FNIC-CGT, Olivier Mateu de l'UD CGT13 ou encore Sébastien Menesplier dirigeant de la fédération CGT mines-énergie.))

L'obsession du pouvoir c'est de tout faire pour isoler et marginaliser ces empêcheurs d'exploiter en rond. Visiblement sans grande originalité BFMTV ou CNews tirent leur inspiration de ce qui se fait en Grande-Bretagne. Pour le Times, le Sun, le Daily Mail de l'oligarque Rupert Murdoch, les grèves sont « la création d'agents russes » menée par un syndicat extrémiste qui « soutient les aventures meurtrières de Poutine en Ukraine. Ainsi la centrale syndicale des transports RMT ([15] Les cheminots du syndicat des transports RMT (The National Union of Rail of Transport Workers) sont à l'origine des grèves britanniques. Cette fédération combative qui syndicalise toutes les branches des transports y compris bus, métro, est forte de 83 000 adhérents. Elle est affiliée internationalement à la Fédération Syndicale Mondiale (FSM).) est décrite comme dirigée « par des larbins de Poutine » appartenant à « une cabale d'extrême gauche ». Dans le domaine de l'information sociale, c'est là sans doute un des résultats de « l'entente cordiale » qui prévaut de nouveau grâce à la complicité de l'homme de chez Rothschild avec l'homme de « Goldman Sachs ». ([16] Rishi Sunak, ancien ministre de Boris Johnson, ultra libéral est le nouveau premier ministre britannique, milliardaire, époux d'Ashkata Murti, 5e fortune indienne. Il a été analyste de la banque d'investissement US Goldman Sachs puis pour le hedg fund TCI Fund Managment.)) Comme quoi, si les insultes ne varient pas d'un pays à un autre, l'adversaire de classe est bien le même partout.

L'objectif de cette campagne organisée de discrédit est de tenter de diviser les travailleurs en stigmatisant des syndicalistes courageux et clairvoyants. On veut les présenter comme des irresponsables, des quasi-terroristes, dans le but de faire diversion. Même si elle a trouvé un écho chez certains syndicalistes pour justifier leur immobilisme cette tentative n'a pas entraîné les résultats escomptés et loin s'en faut. Ces mots d'ordre combatifs ont contribué à donner et redonner confiance dans l'utilité de l'action par le tous ensemble. « Une idée devient une force lorsqu'elle s'empare des masses ! ». ([17] K. Marx (1818-1883).))

Une idylle syndicale

Par ailleurs, on cherche à expliquer la réussite des manifestations et des grèves par l'existence d'une intersyndicale regroupant toutes les confédérations. Dans ce concert de louanges, seul Emmanuel Macron est constant, il ne recevra pas les syndicats. L'accent est ainsi mis sur la relation personnelle voir complice entre les secrétaires généraux de la CGT et de la CFDT. Elle aurait rendu possible aujourd'hui ce qu'hier était présenté comme l'impossible. On ne cesse de se congratuler devant cette évolution inédite du syndicalisme français en forme de lune de miel. Il est d'ailleurs assez remarquable de constater que ce seul fait fait l'objet d'un

large consensus des représentants du gouvernement, aux politiciens de tous bords et bien sûr aux médias débordés d'admiration pour la relation entre Laurent Berger et Philippe Martinez. Aussi, vidéo et photos énamourées à l'appui on ergote à longueur d'antenne sur celui des deux qui a le plus changé ou sur la longueur que va durer l'idylle.

Loin de finasser sur « ce qui ressemble s'assemble » ou de sous-estimer les décisions d'une intersyndicale qui est perçue positivement par de nombreux travailleurs il convient d'être lucide quant à la signification de cette « évolution » afin de ne pas être surpris par les développements ultérieurs qui interviendront. Il ne suffit pas de faire le constat que l'on est d'accord pour le retrait du projet de réforme pour en déduire qu'il en irait de même pour le reste. Ce conte de fées n'est évidemment pas innocent et la ficelle à la grosseur d'un câble ! Il consiste à rallier les positions des uns avec les autres à partir d'un moins-disant permettant au moment opportun de tirer le rideau de la fin sur une bataille qui aurait été vaine, mais où l'unité de l'intersyndicale aura été défendue et préservée. Du moins, c'est ce que certains espèrent tant la recomposition du syndicalisme français est devenue une obsession ! Il a également pour but de taire en le masquant le formidable travail militant qui se développe en bas. On veut en fait ignorer la réalité en cherchant à déposséder les véritables acteurs de cette lutte du rôle décisif qui est le leur. Il est pourtant le fruit, de leur engagement quotidien militant, de leur haut niveau de conscience et de leur dévouement. Sans relâche, ils organisent, expliquent, donnent confiance. Ils sont les héros véritables de cette lutte.

Ainsi contrairement à ce que l'on nous susurre l'essentiel est ailleurs. Il est dans la construction depuis les réalités concrètes du terrain d'un vaste mouvement pour que le plus grand nombre de travailleurs passent de la conscience aiguë qu'ils ont de la nocivité de cette réforme à l'action, donc à la grève sous toutes les formes possibles. Mais on ne saurait s'arrêter en chemin si l'on veut s'en prendre aux causes véritables. Il s'agit d'inscrire toute cette démarche dans une vision plus vaste, un objectif de rupture avec l'ordre des choses. La réforme des retraites est l'expression de la guerre de classes que mène la bourgeoisie. Ce combat exige donc l'éradication du capitalisme lui-même et donc la lutte pour le socialisme. Il est heureux que dans un tel contexte de constater à travers de très nombreux témoignages de travailleurs en lutte la relation qu'ils établissent dorénavant entre la nocivité de cette prétendue réforme et un système capitaliste aux abois qui cherche à s'imposer toujours plus brutalement. Aux yeux d'un plus grand nombre, celui-ci est devenu un obstacle au progrès de l'humanité, à la justice sociale, à la paix. En vitesse accélérée chacun prend conscience qu'il s'agit donc bien d'un affrontement majeur entre deux choix de société.

Adhésions à la CGT

Par conséquent, rien ne peut remplacer ce travail de masse indispensable pour gagner. C'est cela la priorité et ce n'est donc pas l'attente angoissée des mots d'ordre d'en haut ! C'est cette démarche qui contribue à donner cette ampleur au mouvement et aux progrès des consciences de millions de

travailleurs quant au niveau et au contenu de la riposte qui doivent être les leurs. Il est donc significatif, dans cette période inédite de prendre en compte la signification de milliers d'adhésions à la CGT. ([18] Depuis le début du mouvement contre la réforme des retraites, 12 000 adhésions à la CGT ont été enregistrées.) Beaucoup de travailleurs trouvent ou retrouvent la CGT dont ils ont besoin pour lutter. Ils écoutent de sa part le discours qu'ils attendaient et celui-ci est un appel à s'organiser, débattre, décider faire grève, ensemble. Il est donc naturel qu'ils se tournent vers une CGT fidèle à ses principes de classe, une CGT, présente, active, entreprenante, rassembleuse à l'offensive. À la question « la CGT pour quoi faire ? », la réponse est claire. C'est d'une CGT de lutte de classes dont on a besoin, pas d'une CGT favorable au dialogue social, au partenariat euro-compatible, ou aux préoccupations sociétales dans l'air du temps ! ([19] « Quelle CGT pour quoi faire » sur YouTube avec Michel Gruselle, Cédric Liechti, Stéphane Sirot et Jean-Pierre Page. Séminaire Marx au 21e siècle, années 2022.2023. Équipe de recherche Phare Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne.) Là est la légitimité et la modernité du syndicalisme de classe.

À cette nouvelle étape de la lutte, c'est à travers une multitude d'initiatives de haut niveau qui se coordonnent, s'épaulent entre elles dans une grande diversité que s'exprime cette opinion partagée par toutes les générations : « cette fois, c'est assez, on ira jusqu'au bout, jusqu'au retrait de cette réforme injuste et inacceptable ! ». Il faut prendre la juste mesure de cet état d'esprit. Pour cette raison, il ne saurait y avoir de jugement de valeur sur les décisions d'actions. Toutes sont utiles, il n'y a pas de petits combats ! Il s'agit de se saisir de toutes les opportunités en sachant anticiper, être disponible. Tout le monde est au pied du mur et en devoir de choisir. On ne choisit pas la période dans laquelle on vit, il faut se hisser à la hauteur de ce qu'elle exige !

Cette phase de la lutte est donc aussi celle de la clarification. L'adversaire ne la sous-estime pas. C'est pourquoi face à cette mobilisation de la France profonde le pouvoir cherche à rassurer et à se rassurer.

Aussi, malgré la pensée unique, les campagnes effrénées médiatiques et politiques qui se taisent sur la réalité et qui nient les évidences à la manière du Dr Coué ont fait le choix de pérorer sur l'essoufflement du mouvement comme sur les contraintes des règles qu'impose le calendrier parlementaire. Les experts s'emploient à faire diversion. On bavarde, on disserte sur la fermeté du gouvernement et du Président qui ne céderont pas à la rue. Rien n'y fait, mais il faut tout faire pour empêcher ce qui serait l'irréparable. Il y a d'ailleurs quelque chose de dérisoire dans le traitement d'une information qui met sur un pied d'égalité quelques poubelles que font brûler des provocateurs et ce que représentent des millions de manifestants.

Le seul agenda est celui de la lutte

Quels que soient les votes au Parlement, le mouvement doit se poursuivre et se poursuivra ! Pourquoi d'ailleurs devrait-il être dépendant des échéances

parlementaires, du calendrier du gouvernement ? Pourquoi faudrait-il suivre les agendas concoctés par les politiciens de tous bords ? Tout au contraire les travailleurs ne doivent compter que sur eux-mêmes, s'en tenir aux décisions qu'ils prennent et à nulles autres !

Une chose est évidente, l'action doit monter en puissance. Elle doit le faire sans tarder, a fortiori si le gouvernement fait le choix d'utiliser le 49.3. Ce sont ses règles, les siennes. Elles ne sont pas celles des travailleurs. Et pour eux il n'y a aucune raison à se mettre en conformité avec les obligations de qui que ce soit. Pour gagner, ils doivent anticiper. Comme l'a souligné Olivier Mateu en faisant référence à l'arsenal antidémocratique du gouvernement « non seulement cette provocation ne sonnerait pas le glas du mouvement, mais cela conduirait à impliquer plus encore nos organisations dans la grève ».[20] « Dans les Bouches-du-Rhône, la CGT annonce une montée en puissance de l'action » Libération, 13 mars 2023.

Sénèque (entre l'an 4 et 1 avant J.C) philosophe romain de l'école stoïcienne.) C'est déjà le sens donné par les dockers avec leur décision d'arrêter le travail 72 h par leur opération « ports morts », ceux des raffineries pour lesquelles les chaînes d'expédition des carburants seront bloquées, pour ceux de l'énergie, pour qui il n'y aura plus aucune limite à l'action, y compris en mettant la France dans le noir, par les cheminots. Tous ensemble, il faut se préparer à frapper plus fort encore ! Il faut oser ! « Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles, que nous n'osons pas ! C'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles ».

L'enjeu est simple, il s'agit de gagner non pas un aménagement, mais un retrait définitif de cette prétendue réforme des retraites, qui est un véritable Cheval de Troie de destruction de nos conquêtes sociales. Il faut remettre au centre de cette bataille, l'exigence de retraite à 60 ans avec 37,5 années de cotisations. Là est le défi ! Retraites, mais en même temps pouvoir d'achat, travailler autrement, en finir avec l'ubérisation et la souffrance au travail, imposer l'égalité des droits entre hommes et femmes, libertés et démocratie, dérèglement climatique qui sont des exigences exprimées depuis bien longtemps. Le moment est venu de régler les comptes, c'est le moment de la revanche. C'est donc bien de choix de société dont il s'agit. Comme le dit justement Monique Pinçon-Charlot : « Quand les êtres humains sont privés de leur avenir, de la possibilité de se projeter dans le futur, de construire une famille, on se dit "on n'a plus rien à perdre". Cette réforme des retraites risque de constituer la goutte qui va faire déborder le vase ».[21] « Regards croisés sur le mouvement social » Monique Pinçon-Charlot entretien avec Olivier Mateu. La Marseillaise, l'événement, 6 mars 2023.))

Donnons-lui raison !

Notes